



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION POLITIQUE (PC)

L'INSTABILITÉ SUR LE FLANC SUD

Rapport général

par [Julio MIRANDA CALHA](#) (Portugal)
Rapporteur général

177 PC 18 F rév. 1 fin | Original : anglais | 18 novembre 2018

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION	1
II.	ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN SYRIE ET EN IRAQ.....	1
	A. SYRIE.....	1
	B. IRAQ.....	3
III.	ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN AFRIQUE DU NORD	4
	A. STAGNATION ÉCONOMIQUE ET CHÔMAGE DES JEUNES	5
	B. MIGRATION ILLÉGALE ET TRAITE DES ÊTRES HUMAINS	6
	C. DJIHADISME / ORGANISATIONS MILITANTES / TERRORISME	7
IV.	LES PROBLÈMES DE SÉCURITÉ DANS LE SAHEL ET LEURS CONSÉQUENCES POUR LA STABILITÉ DANS LA RÉGION MOAN	7
	A. LA SITUATION AU MALI	8
	B. AL-QAIDA ET LA « SAHÉLISATION » DU MAGHREB ISLAMIQUE	8
	C. BOKO HARAM ET LA CRISE DU BASSIN DU LAC TCHAD.....	9
	D. LA SÉCURITÉ MARITIME DANS LE GOLFE DE GUINÉE.....	9
V.	L'OTAN ET LA SÉCURITÉ DANS LA RÉGION MOAN.....	10
VI.	CONCLUSIONS	12
	BIBLIOGRAPHIE	15

I. INTRODUCTION

1. Le printemps arabe de 2011 (et ses conséquences à chaque échelle nationale) a provoqué l'effondrement de l'ordre régional, transformant les rives méridionales de la Méditerranée en une zone à instabilité persistante. La volatilité et les conflits constants du voisinage méridional de l'OTAN affectent directement la sécurité de l'Alliance. Les menaces émanant de groupes terroristes et la crise migratoire découlent dans une large mesure de facteurs économiques, sociaux et politiques, ainsi que de la faiblesse de la gouvernance dans les pays méditerranéens partenaires de l'OTAN.
2. Lors du sommet de l'OTAN à Varsovie, les chefs d'État et de gouvernement ont estimé particulièrement souhaitable d'adopter une approche à 360 degrés de la sécurité. Dans ce contexte, les Alliés ont décidé d'accroître le soutien « aux efforts de la communauté internationale pour projeter la stabilité et pour renforcer la sécurité en dehors de notre territoire, contribuant ainsi à la sécurité de l'Alliance ».
3. Des progrès ont été réalisés pour relever les multiples défis, mais la sécurité et la stabilité globales de la région demeurent très volatiles et la situation se détériore dans certains pays. En raison de la complexité des crises, il ne faut pas s'attendre à une amélioration à court terme. En conséquence, si l'Alliance veut stabiliser son voisinage méridional, elle doit poursuivre et même accroître l'attention et le soutien qu'elle apporte à ses partenaires méditerranéens.
4. Un bref rappel des faits nouveaux en Syrie et en Iraq est suivi d'une analyse succincte des facteurs clés renforçant l'insécurité et l'instabilité en Afrique du Nord. Ce rapport considère que la volatilité persistante dans la région est également impactée par l'évolution récente de la situation au sud, en particulier dans la zone du Sahel et le golfe de Guinée. Le rapporteur conclut en fournissant un aperçu des efforts de l'OTAN visant à soutenir ses partenaires méditerranéens.
5. Ce rapport est une mise à jour du suivi par l'AP-OTAN de l'évolution de la situation dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) et doit servir de base aux débats des membres de la commission politique et de l'Assemblée tout entière.

II. ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN SYRIE ET EN IRAQ

A. SYRIE

6. Entrée dans sa septième année en mars 2018, la guerre en Syrie a des effets dévastateurs sur la population et les infrastructures du pays. Ce conflit est une source majeure d'instabilité et va bien au-delà des frontières syriennes ; il alimente la radicalisation, la fuite des réfugiés et la tension entre puissances étrangères. Depuis le début du conflit en 2011, de vastes parties du pays ont été détruites, plus de 400 000 personnes ont été tuées, quelque 6,5 millions d'autres ont été déplacées à l'intérieur du pays et près de 5,6 millions de réfugiés syriens se sont enregistrés auprès du haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés.
7. Le soutien de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah sur le plan militaire, du renseignement et de la logistique a permis au régime de Bachar al-Assad de reprendre le contrôle de larges pans du territoire. Alors que l'équilibre militaire penche en leur faveur, les forces gouvernementales soutenues par leurs alliés russe et iranien ont repris la Ghouta orientale, une banlieue de Damas, après cinq années de siège. Plusieurs rapports accusent le régime d'utiliser du chlore gazeux lors de ses frappes aériennes. Si ces allégations sont confirmées, cela démontrera une fois encore le mépris flagrant du régime syrien pour les accords internationaux qu'il a signés, dont la convention sur l'interdiction des armes chimiques. La communauté internationale se doit de tenir le régime Assad responsable de l'utilisation d'armes chimiques contre son peuple. Votre rapporteur tient à souligner que, dans un rapport conjoint du 21 août 2018, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis

ont averti le régime syrien qu'ils ne toléreraient pas un recours à l'arme chimique lors d'un assaut contre Idlib.

8. Le président russe Vladimir Poutine, le président turc Tayyip Erdogan et le président iranien Hassan Rouhani ne sont pas parvenus à s'accorder sur un cessez-le-feu lors d'une réunion à Téhéran le 7 septembre 2018, mais la Russie et la Turquie ont annoncé le 18 septembre un accord sur l'établissement d'une zone démilitarisée autour de la province d'Idlib. Toutefois, au moment de la rédaction du présent rapport, le régime syrien prépare le lancement d'une offensive contre la dernière place forte des rebelles à Idlib, dans le nord-ouest du pays. La province d'Idlib est principalement contrôlée par l'alliance djihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC), dont le noyau se compose de membres du front Jabhat al-Nosra, anciennement affilié à al-Qaïda. La Turquie, la Russie et l'Iran s'étaient accordés pour établir une zone de désescalade dans la région en septembre 2017, mais les combats se sont intensifiés depuis décembre 2017, lorsque les forces gouvernementales, fortes du soutien aérien russe, ont lancé une vaste campagne militaire pour déloger HTC et conquérir la province. On s'inquiète beaucoup des conséquences d'un assaut militaire contre Idlib. Un responsable du bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires a averti qu'une attaque contre Idlib pourrait engendrer la « pire catastrophe humanitaire » du siècle (AFP, 2018). On estime qu'Idlib, ultime place forte de l'opposition, abrite quelque 3 millions de civils, dont au moins 1,2 million sont des personnes déplacées internes ainsi que 70 000 combattants rebelles.

9. L'implication d'acteurs étrangers complique encore la situation déjà complexe en Syrie. Dans la province d'Afrine au nord-ouest, non loin d'Idlib, la Turquie a lancé l'opération « Rameau d'olivier » contre les unités de protection du peuple (*Yekîneyên Parastîna Gel* - YPG) et les unités de défense de la femme (*Yekîneyên Parastîna Jin* - YPJ), les branches armées du parti kurde de l'union démocratique (*Partiya Yekîtiya Demokrat* - PYD). L'offensive turque a commencé en janvier 2018, peu après que les États-Unis ont indiqué la durée indéterminée de leur présence militaire en Syrie dans le cadre d'une stratégie globale visant à prévenir toute résurgence de Daech. Dans ce contexte, un porte-parole de l'armée états-unienne a annoncé des plans pour la création d'une force de protection frontalière de 30 000 hommes issus des forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées par des Kurdes. Alors que l'objectif déclaré de la Turquie consiste à éliminer le PYD de sa frontière méridionale, des observateurs estiment que l'opération vise également à convaincre les États-Unis de cesser leur soutien aux forces kurdes alors que la fin de la campagne anti-Daech est proche (Barfi, 2018).

10. L'opération « Rameau d'olivier » de la Turquie dans le nord de la Syrie a également révélé des divergences dans la politique des Alliés en Syrie. Dans le cadre de leur campagne contre Daech, les États-Unis fournissent des équipements militaires aux FDS dominées par les YPG, dont ils soutiennent les opérations de combat au sol par des frappes aériennes et des opérations de leurs forces spéciales. Parallèlement, sous le leadership du PYD, des structures de gouvernance *de facto* autonomes ont été mises en place dans les territoires tenus par les YPG/YPJ (communément appelés « Rojava », abréviation de « Rojavayê Kurdistanê »/ Kurdistan occidental). La Turquie considère la reconnaissance d'une région kurde autonome en Syrie, dans le voisinage immédiat de sa frontière, comme une menace majeure pour sa sécurité. Ankara redoute notamment que cela ne permette au PYD, qu'elle considère comme la branche syrienne du PKK, d'utiliser le nord de la Syrie comme base de lancement pour attaquer la Turquie. Cette dernière craint de surcroît qu'une région kurde autonome en Syrie ne serve d'exemple à des mouvements similaires sur son territoire de la part de groupes séparatistes kurdes.

11. Ces événements surviennent dans un contexte d'efforts internationaux soutenus pour éradiquer Daech. Après la libération de Raqqa par les forces des FDS soutenues par les États-Unis en octobre 2017, Daech ne contrôle plus aucune grande ville syrienne. Les pertes de Daech sur le terrain n'ont toutefois pas éliminé l'organisation ni son idéologie. Il semble plutôt probable qu'elle s'apprête à ajuster sa tactique et à passer de la lutte ouverte à l'insurrection. D'autres combattants pourraient en outre chercher refuge dans les zones non gouvernées de la région ou regagner leurs

pays d'origine, où ils pourraient continuer à inspirer et à préparer des attentats. L'absence d'une approche alliée conjointe et coordonnée en Syrie risque donc de compromettre les succès remportés dans la lutte contre Daech et d'autres groupes terroristes.

12. La situation sur le terrain est aggravée par le blocage actuel des négociations pour la cessation des hostilités et un règlement politique. Une nouvelle série de pourparlers a eu lieu en janvier 2018 dans le cadre des deux principales initiatives de paix : le processus de Genève à Vienne (sous les auspices des Nations unies), et le congrès du dialogue national syrien à Sotchi (organisé par la Russie, la Turquie et l'Iran). Ces deux conférences de paix ont surtout porté sur des questions constitutionnelles, mais la poursuite du désaccord sur le sort du président syrien Bachar Al-Assad continue à paralyser les négociations. Et étant donné que ses résultats militaires s'améliorent, la position diplomatique de ce dernier se durcit.

B. IRAQ

13. En Iraq aussi, Daech est sur la défensive. Soutenues par les opérations aériennes et spéciales de la coalition, les forces de sécurité irakiennes (FSI) sont parvenues à reprendre le contrôle d'un tiers du pays autrefois sous contrôle de Daech (au plus fort de sa puissance). Le 9 décembre 2017, six mois après la libération de Mossoul, le premier ministre irakien Haider Al-Abadi a proclamé la victoire sur Daech en Iraq et la fin des grandes campagnes militaires. Comme en Syrie toutefois, la perte de territoires ne signifie pas la fin de Daech comme organisation, mais un changement de tactique axé sur l'insurrection. Outre de fréquentes attaques de faible ampleur contre les forces de sécurité ou des civils, l'organisation terroriste est toujours en mesure de mener des frappes d'envergure. C'est ainsi par exemple qu'elle a revendiqué la responsabilité de deux attentats suicides dans le centre de Bagdad le 15 janvier 2018, qui ont tué au moins 38 personnes.

14. Les causes profondes qui ont conduit à l'émergence de Daech en Iraq n'ont pas disparu. Le premier ministre Al-Abadi a entamé des efforts pour infléchir la politique sectaire de son prédécesseur, Nouri Al-Maliki, qui avait consolidé le pouvoir des élites chiïtes. Après des années d'occupation par Daech et de ciblage de la population chiïte et chrétienne irakienne, les tensions sectaires sont toutefois exacerbées. La réconciliation s'annonce difficile et le faible taux de participation aux élections parlementaires nationales en mai a mis en lumière la désaffection croissante de la population par rapport aux élites au pouvoir et au système politique. Les manifestations violentes qui se sont déroulées dans le sud du pays en juillet et en septembre 2018 ont clairement montré le mécontentement croissant des Iraquiens face à la corruption, au chômage et au manque de services de base tels qu'électricité et eau potable. D'après le taux de chômage des jeunes en 2017 publié par la Banque mondiale, près de 18% des 15-24 ans qui représentent 62,8% de la population irakienne, sont sans emploi. La forte croissance du chômage, en particulier dans les régions qui étaient contrôlées par Daech, continue à alimenter l'instabilité. Au moment de la rédaction du présent rapport, aucun gouvernement n'est formé et il semble peu probable que Haider al-Abadi, le premier ministre par intérim, parvienne à obtenir un second mandat.

15. Plus de trois années d'intenses combats ont provoqué la ruine de grandes parties du pays. En février 2018, le Koweït a accueilli une conférence de donateurs internationaux pour la reconstruction de l'Iraq. Trente milliards de dollars ont été promis, principalement en crédits et investissements, mais la conférence n'est pas parvenue à rassembler les 88 milliards de dollars jugés nécessaires par le gouvernement irakien pour la reconstruction de l'économie et des infrastructures dévastées du pays. Qui plus est, quelque 2,6 millions d'Iraquiens restent déplacés à l'intérieur du territoire et 8,7 millions nécessitent une aide humanitaire. L'Iraq dispose certes d'importantes ressources énergétiques qui pourraient être utilisées pour la reconstruction, mais la corruption reste un obstacle important aux investissements internationaux. D'après l'indice de perception de la corruption en 2017 de *Transparency International*, l'Iraq est le 11^e pays le plus corrompu (169^e sur 180).

16. Le conflit a en outre envenimé les relations déjà tendues entre le gouvernement fédéral de Bagdad et le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) à Erbil. À l'instigation de son président

Masoud Barzani, le GRK a organisé un referendum sur l'indépendance fin septembre 2017. Le gouvernement fédéral de Bagdad a décrété que ce referendum était « illégal » et refusé de reconnaître son résultat. En plus de prendre des mesures punitives contre le GRK, telles l'interdiction des vols internationaux vers les régions sous contrôle kurde, le premier ministre Haider Al-Abadi a ordonné aux FSI de reprendre Kirkouk. Bagdad a ainsi restauré son contrôle sur les territoires contestés que les combattants peshmergas kurdes avaient repris à Daech en 2014. La perte de Kirkouk a entraîné de graves problèmes économiques et politiques au Kurdistan et conduit à la démission de Masoud Barzani. L'interdiction des vols internationaux vers les régions contrôlées par les Kurdes a été levée en mars 2018. Le parlement iraquien a tout récemment approuvé le nouveau budget, qui fait passer la part attribuée au GRK de 17 à environ 12,6%. Les efforts pour sortir de l'impasse s'avèrent infructueux pour l'instant.

17. Pour les forces de sécurité iraqiennes, évoluer entre acteurs étatiques, sous-étatiques et non-étatiques relève d'un véritable défi. Les unités de mobilisation populaire (UMP) en particulier, une coalition paramilitaire d'environ 60 milices formée après l'effondrement des FSI confrontées à la progression de Daech en 2014, renforcent et contestent à la fois les structures de sécurité de l'État. Une loi adoptée en novembre 2016 définit vaguement les UMP comme une institution militaire indépendante faisant partie des forces de sécurité officielles sous les auspices du cabinet du premier ministre. Les 60 000 hommes qui les composent ne peuvent toutefois pas être considérés comme un bloc unifié. Certaines milices devraient être dissoutes ou intégrées aux forces de sécurité de l'État, mais d'autres ont été formées bien avant 2014 et sont susceptibles de résister à toute tentative visant à limiter leur indépendance. Un certain nombre de réformes liées à la sécurité ont été mises en œuvre, mais de nombreuses forces et milices continuent à échapper au contrôle du gouvernement fédéral. Diverses factions des UMP se lancent désormais en politique dans le cadre des alliances politiques Fatah ou Conquête, cette dernière ayant remporté la deuxième place aux élections iraqiennes. En tout état de cause, la gestion de ces milices constituera l'un des défis de l'édification d'un Iraq stable et pacifique après la victoire sur Daech.

18. Le développement de l'Iraq sera par ailleurs sûrement influencé par ses relations bilatérales avec ses voisins, et notamment l'Iran. Il reste à voir si (et comment) le nouveau gouvernement à Bagdad (re-)définira les relations entre les deux pays, en particulier au regard de l'influence de Téhéran en Iraq.

III. ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN AFRIQUE DU NORD

19. L'instabilité en Syrie et en Iraq a des répercussions au-delà de leurs frontières et exacerbe le contexte de sécurité déjà volatile en Afrique du Nord. Les soulèvements de 2011 ont entraîné la chute des gouvernements en Tunisie et en Libye, même si les conséquences politiques n'ont pas été aussi radicales en Algérie, en Mauritanie et au Maroc. En dépit de profondes différences, les cinq pays doivent cependant faire face à des défis similaires, avec des retombées pour la sécurité européenne et euro-atlantique. Bien que ce soit à des degrés variables, ils sont confrontés à une évolution démographique préoccupante (explosion du nombre de jeunes), une économie stagnante, la migration illégale et des formes violentes d'islam politique. La situation en Libye en particulier continue à nuire à la sécurité dans la région. De vastes portions du territoire libyen échappent au contrôle des autorités et la société est profondément divisée entre différentes factions. Le plan d'action pour la Libye, proposé par Ghassan Salamé, l'envoyé spécial des Nations unies en Libye afin de relancer l'accord politique libyen (APL), n'a pas été mis en œuvre. Au moment de la rédaction du présent rapport, plus de 100 personnes ont été tuées dans les combats entre milices rivales à Tripoli depuis la fin août, en dépit du cessez-le-feu soutenu par l'ONU.

A. STAGNATION ÉCONOMIQUE ET CHÔMAGE DES JEUNES

20. Les problèmes économiques et sociaux sont les principaux facteurs de l'instabilité régionale. En dépit de leurs différences, tous les pays d'Afrique du Nord pâtissent de niveaux élevés de chômage. En 2017, quelque 12% de la population active était sans emploi, soit deux fois plus que le taux de chômage moyen dans les pays à revenu intermédiaire. Toute amélioration de la situation est compliquée en raison de la pyramide des âges propre à l'explosion démographique de la jeunesse dans les sociétés d'Afrique du Nord. À l'exception de la Mauritanie, le taux de natalité décroît dans la région depuis quelques années et les pays qui la composent sont sur le point d'atteindre un « tournant démographique ». Il n'empêche qu'actuellement les jeunes adultes représentent une large part de la population d'Afrique du Nord, tandis que le taux de création d'emplois est à la traîne par rapport à l'augmentation de la population en âge de travailler. L'instabilité politique qui perturbe la région depuis quelques années exacerbe la situation, ce qui entraîne un infléchissement à la fois du tourisme et des investissements étrangers directs.

21. Ces facteurs génèrent des tensions supplémentaires pour des marchés de l'emploi déjà tendus. Les chiffres sont révélateurs : un tiers environ des 15 à 24 ans étant sans emploi, le taux de chômage chez les jeunes est plus élevé en Afrique du Nord que dans toute autre région du monde. Qui plus est, ceux qui parviennent à accéder au marché du travail sont souvent confrontés à des conditions précaires et informelles, tandis que les jeunes universitaires hautement qualifiés sont fréquemment sous-employés, car ils ne trouvent pas un travail répondant à leurs compétences et à leur disponibilité. Il en résulte que de nombreux jeunes gens se retrouvent en position de vulnérabilité économique ou avec des emplois qui ne répondent pas à leurs attentes. Les femmes et les habitants des zones rurales sont particulièrement touchés.

22. Le printemps arabe de 2011 a montré que des difficultés économiques de cette ampleur impliquent de graves risques pour la stabilité sociopolitique de la région. La tourmente qui l'a balayée voici sept ans a débuté par la révolution de jasmin en Tunisie, provoquée par les frustrations dues à la détérioration des conditions socio-économiques. L'éviction de Ben Ali a d'abord et avant tout été motivée par la conviction que la démocratie impliquerait un développement plus inclusif et de nouvelles possibilités économiques. Un sondage pour le Baromètre arabe réalisé plus tard en 2011 a indiqué que 68% des Tunisiens considéraient les conditions économiques comme de première importance pour le pays et que 2% seulement voyaient la transition démocratique comme le défi le plus important à relever pour le pays.

23. Les problèmes liés à la stagnation économique associés au chômage des jeunes sont omniprésents dans toute la région. En janvier 2018, de nombreux Tunisiens ont à nouveau manifesté dans les rues de Tunis. Opposés à l'adoption de la loi budgétaire impliquant de nouvelles mesures d'austérité, les protestataires réclamaient « une chute du budget », à la différence des exigences de 2011 qui portaient, elles, sur une « chute du régime ». La résurgence des protestations traduit un sentiment croissant d'injustice et des frustrations causées par l'incapacité des dirigeants postrévolutionnaires à tenir leur promesse de répondre aux griefs économiques de la population. L'incapacité des neuf gouvernements successifs à réduire le chômage et l'inflation a conduit le président Beji Caid Essebi à demander en juillet 2018 la démission du premier ministre Chahed. Les efforts de décentralisation constants de la Tunisie pourraient toutefois entraîner, au fil du temps, une distribution plus équitable des ressources et donc améliorer la fourniture de services dans tout le pays.

24. En Égypte, le gouvernement a lancé en 2016 un plan ambitieux de réforme économique afin d'attirer les investissements directs étrangers et de convaincre les donateurs internationaux de sa capacité à redresser son économie. Cette réforme a certes abouti à l'obtention d'un prêt de 12 milliards de dollars du FMI, mais elle a accru les difficultés économiques pour la majorité des Égyptiens. Parallèlement, les craintes liées à l'instabilité et au terrorisme ont gravement nui au secteur touristique, l'une des principales sources de revenus pour l'économie égyptienne et une source essentielle de recettes en devises étrangères. Alors que plus de 14 millions de touristes

s'étaient rendus en Égypte en 2010, ce chiffre est tombé à moins de 5,3 millions en 2016. Le gouvernement d'Abdel Fattah al-Sissi n'a pas réussi à apporter la prospérité et la sécurité promises et les mesures d'austérité qui ont été adoptées frappent particulièrement durement la classe moyenne et les pauvres.

25. La guerre civile en Libye a gravement nui aux infrastructures vitales du pays, ainsi qu'à la production de pétrole et de gaz. La contrebande et la traite des êtres humains sont devenues très lucratives, offrant des opportunités financières séduisantes aux jeunes adultes. La contrebande est de plus en plus considérée comme une occupation « normale », plutôt que comme un délit. Si quelques signes indiquent que la production pétrolière libyenne reprend lentement, le paysage politique fragmenté et la corruption endémique jettent une ombre sur le développement économique du pays.

26. La situation socio-économique de l'Algérie et de la Mauritanie est également volatile, en raison de la chute des prix du pétrole en Algérie et des ressources minières en Mauritanie. Les émeutes de jeunes désenchantés dans le sud algérien en 2016 ont montré que la paix sociale est menacée. Le problème non résolu de la succession en Algérie et la question constitutionnelle en Mauritanie - le président Mohamed Ould Abdel Aziz cherchant à modifier la constitution pour obtenir un nouveau mandat - exacerbent encore davantage les tensions sociopolitiques.

B. MIGRATION ILLÉGALE ET TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

27. L'Afrique du Nord reste une destination et un lieu de transit pour les migrants illégaux venus du Sahel et de l'Afrique sub-saharienne. Cherchant à atteindre l'Europe, les réfugiés et les migrants traversent souvent le Sahara, puis attendent en Algérie l'occasion favorable pour partir vers l'Europe via le Maroc, la Tunisie ou la Libye. La traversée directe de la frontière méridionale de la Libye est tout aussi courante. L'Union européenne estime qu'environ 90% des migrants illégaux transitent par la Libye ou en proviennent. Tirant parti de la porosité de la frontière et de l'absence d'autorité d'État de ce pays, les migrants africains se rendent en Libye à la recherche de possibilités économiques ou comme dernière étape avant la traversée de la Méditerranée vers l'Europe.

28. Une autre raison pour laquelle la Libye, qui compte déjà plus de 200 000 déplacés internes, soulève de sérieuses inquiétudes est que l'on y assiste à une prolifération de la traite des esclaves. De nombreux migrants sont en position extrêmement vulnérable face aux mauvais traitements et aux abus des trafiquants et des groupes armés. L'Organisation internationale pour les migrations a attiré l'attention sur le problème en 2017. Il existe de nombreux rapports sur le négoce de migrants sub-sahariens, qui conduit à leur maintien en captivité dans des conditions désastreuses et à de nombreuses formes d'abus, comme le travail forcé, la torture et des violences sexuelles.

29. Afin de protéger les migrants des réseaux criminels au cours de leur périple, l'Union africaine (UA), l'Union européenne et les Nations unies ont mis sur pied une force d'intervention conjointe en novembre 2017. Le second semestre de 2017 a été marqué par une nette baisse du nombre de migrants tentant d'atteindre l'Europe par la Méditerranée centrale. Cela s'explique probablement en partie par les efforts d'un État membre, l'Italie, qui a entamé une stratégie de « paiement pour le contrôle des migrants » avec la Libye. Il reste cependant à voir quel en sera l'impact à moyen et long terme sur ce pays, surtout en ce qui concerne le renforcement des institutions, cette approche ayant également entraîné le recrutement de milices fortement impliquées par le passé dans le passage de clandestins. De manière plus générale, une plus grande attention de la part de l'Europe pour s'efforcer de limiter les flux migratoires en provenance des régions MOAN et sub-saharienne risquent à terme de renforcer le pouvoir et l'influence des milices et d'autres groupes, dont la principale préoccupation est la prédation des ressources.

C. DJIHADISME / ORGANISATIONS MILITANTES / TERRORISME

30. L'instabilité persistante de la région MOAN fournit des conditions favorables aux groupes djihadistes, car elle facilite le recrutement et leur permet d'opérer relativement librement. Cela a conduit à une renaissance d'al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et permis à Daech de s'étendre vers l'ouest.

31. En Libye, outre les divisions issues des clivages tribaux, trois gouvernements rivalisent pour dominer le pays. L'instabilité politique qui en résulte et la concurrence pour les ressources naturelles sont des facteurs essentiels de chaos et d'insécurité. La fragmentation du pays et ses vastes zones non gouvernées permettent à des acteurs non étatiques, dont des groupes extrémistes violents, d'opérer et de consolider leur base. Par l'intermédiaire de « franchises », Daech a bénéficié d'avancées territoriales considérables en Libye en 2015, ciblant le pays comme son premier objectif d'expansion en dehors de l'Iraq et de la Syrie. L'organisation a perdu son bastion de Syrte en décembre 2016 et ne contrôle plus aucun territoire en Libye, mais elle reste toutefois active dans tout le pays. La situation précaire de la Libye en matière de sécurité a de graves répercussions sur la multiplication des groupes extrémistes violents dans toute la région. La guerre civile y a provoqué la prolifération sauvage d'armes, d'explosifs et d'équipements militaires, par voies de contrebande bien établies.

32. Les conséquences sont particulièrement sensibles en Tunisie également, où la vague d'incidents terroristes depuis le soulèvement de 2011 menace la transition démocratique déjà fragile. Les groupes terroristes ont considérablement accru leurs activités après 2011, comme le prouvent les attentats de grande ampleur perpétrés en 2013 et 2015. Ce qu'il se passe actuellement en Tunisie et en Libye semblent corroborer la principale leçon tirée de la Syrie et de l'Iraq qui est que « l'influence des djihadistes est davantage le fruit de l'instabilité que sa cause première ».

33. En Égypte, des groupes affiliés à Daech continuent à mener une insurrection dans le nord de la péninsule du Sinaï. Si leurs attaques ciblaient initialement les forces de sécurité, elles se concentrent désormais de plus en plus sur les civils, principalement les chrétiens coptes et les musulmans soufistes. L'attentat perpétré contre la mosquée Al-Rawda en novembre 2017 a tué plus de 300 personnes, soit l'attaque terroriste la plus meurtrière de l'histoire récente de l'Égypte. Les groupes djihadistes ont en outre démontré leur capacité à étendre leurs activités du Sinaï septentrional aux parties centrale et méridionale de la péninsule, ainsi qu'aux centres urbains du delta du Nil. La répression brutale des forces de sécurité contre tous les groupes islamistes et la sévérité des autorités envers l'opposition dans le contexte des élections présidentielles de mars 2018 menacent de polariser les communautés et d'alimenter plus encore la radicalisation.

34. Outre les activités djihadistes dans la région, l'Afrique du Nord est l'une des principales sources de recrutement de combattants, qui quittent leur patrie pour rejoindre des groupes militants en Syrie et en Iraq. C'est de Tunisie que provient le plus grand nombre par habitant de ces combattants au monde. Les autorités de la région doivent parvenir à endiguer la radicalisation avant que leurs citoyens ne quittent le pays. Ils doivent trouver le moyen de les empêcher de rejoindre des groupes liés à l'AQMI ou à Daech en Afrique du Nord et de les réintégrer à la société.

IV. LES PROBLÈMES DE SÉCURITÉ DANS LE SAHEL ET LEURS CONSÉQUENCES POUR LA STABILITÉ DANS LA RÉGION MOAN

35. La stabilité en Afrique du Nord n'est pas seulement affectée par les événements qui se déroulent au sein des frontières des pays qui la composent, mais aussi, dans une large mesure, par ce qu'il en découle dans la région du Sahel. Au sud, les États en bordure de la Méditerranée partagent des frontières avec les pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Soudan), qui sont tous confrontés à de nombreux problèmes de sécurité, à un faible contrôle de leurs territoires et notamment à une incapacité à gérer efficacement leurs frontières.

36. En raison d'une gouvernance médiocre, d'une forte croissance démographique, d'une pauvreté persistante, des conflits armés et des conséquences dévastatrices du changement climatique, la situation sécuritaire au Sahel reste extrêmement précaire. Le conflit libyen a encore exacerbé la fragilité de la région. Outre le nombre élevé de déplacés internes, les combats entraînent des mouvements d'armes et des affrontements de la Libye vers le Sahel. L'effondrement de l'État libyen a provoqué une prolifération d'acteurs non-étatiques au-delà des frontières et de la région, rendant obsolète la distinction traditionnelle entre l'Afrique du Nord et le Sahel sur le plan de la sécurité.

A. LA SITUATION AU MALI

37. L'insurrection djihadiste de 2012 au Mali a révélé au monde entier la fragilité de la région du Sahel. L'effondrement de l'État libyen y a entraîné l'arrivée en masse d'armes et de militants formés. Les combattants de retour ont gonflé les rangs d'AQMI et autres organisations djihadistes affiliées, ainsi que ceux des groupes rebelles touareg au Mali, qui ont uni leurs forces pour lancer une insurrection de grande ampleur contre l'État malien. Ces groupes bénéficient d'un large accès à des armements et leur idéologie est profondément violente et antioccidentale. L'opération Serval, dirigée par la France en janvier 2013, visait à démanteler ces groupes avant qu'ils n'acquiescent plus de force et d'influence.

38. Cette opération a permis de repousser les insurgés et de restaurer la légitimité de l'État malien, mais la situation en matière de sécurité dans le nord et les provinces centrales du Mali demeure instable. La mise en œuvre de l'accord de Bamako en 2015, censé amorcer une ère de paix et de stabilité dans le pays, ne progresse guère. Désillusion et frustration grondent donc au sein la population, de même que s'accroît le risque de voir des militants démobilisés reprendre les armes. L'insécurité augmente et se répand dans d'autres régions du Mali. Les attaques djihadistes s'intensifient en nombre, sophistication et ampleur, non seulement dans le nord et au centre du pays, mais également dans l'ouest du Niger et au nord du Burkina Faso. Des signes montrent en outre que Daech et al-Qaida coopèrent et que des combattants d'autres pays de la région MOAN viennent grossir leurs rangs.

B. AL-QAIDA ET LA « SAHÉLISATION » DU MAGHREB ISLAMIQUE

39. La situation au Mali est révélatrice des considérations sécuritaires plus larges suscitées par les groupes extrémistes violents apparus en Afrique du Nord, avant qu'ils ne tournent leur attention vers le Sahel. Créé au cours de la guerre civile en Algérie, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) a continué d'exister à l'issue de celle-ci et fini par faire allégeance à al-Qaida en 2007. Depuis lors, il a pris le nom d'al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et est devenu la plus importante organisation terroriste de la région en nombre et en potentiel de violence.

40. Plutôt que de défaire l'organisation, la lutte contre le terrorisme menée en Algérie a abouti au transfert d'AQMI vers les pays méridionaux voisins. Le groupe a ainsi trouvé refuge dans les vastes étendues du Sahel aux frontières poreuses. Tirant parti des faibles capacités de lutte contre le terrorisme des États sahéliens, AQMI s'est implanté et a forgé des liens étroits avec les communautés et tribus locales. Il est parvenu à intégrer leurs griefs dans son discours islamiste militant, pour rallier par exemple une partie de la population touareg marginalisée du Mali et du Niger. Au cours de la dernière décennie, AQMI est ainsi parvenu à prendre pied au Niger, en Tunisie, en Mauritanie, au Tchad, en Libye et au Mali.

C. BOKO HARAM ET LA CRISE DU BASSIN DU LAC TCHAD

41. En plus du sud-ouest de la Libye (territoire du Fezzan), le bassin du lac Tchad est considéré comme un centre névralgique du djihadisme et pour le transit clandestin de migrants et de marchandises. S'étendant le long des frontières entre le Tchad, le Cameroun, le Nigeria et le Niger, ce bassin témoigne des répercussions dévastatrices de la dégradation de l'environnement et des conflits violents. L'assèchement du lac Tchad, qui représente désormais moins de 10% de sa taille en 1963, a de graves conséquences pour les quelque 50 millions de personnes qui vivent dans la région. Les pénuries d'eau, les pertes de récoltes et la chute des prises de pêche accélèrent la pauvreté et les tensions entre les différents groupes en concurrence pour l'accès aux maigres ressources restantes.

42. Outre ces défis à long terme, la région est fortement marquée par presque une décennie de campagne de terreur de la part du groupe djihadiste Boko Haram. Créé en 2002 dans le nord du Nigeria, ce groupe est devenu encore plus violent après la mort de son fondateur en 2009 et s'est étendu dans l'ensemble de la région du lac Tchad, jusqu'au Cameroun, au Tchad et au Niger. En 2014, la force d'intervention conjointe multinationale (MNJTF) regroupant des forces du Benin, du Cameroun, du Tchad, du Nigeria et, jusqu'à récemment, du Niger, a lancé une vaste campagne contre Boko Haram. Face à la pression militaire croissante, les membres du groupe se sont scindés en trois factions : l'une extrêmement violente, la deuxième a fait allégeance à Daech et la troisième à al-Qaïda. Boko Haram a été classé groupe terroriste le plus meurtrier au monde en 2014, mais le nombre de ses victimes a considérablement diminué suite à sa défaite militaire face à la MNJTF.

43. La situation sécuritaire dans le bassin du lac Tchad demeure toutefois extrêmement fragile, entraînant de graves difficultés sur le plan humanitaire et des répercussions en matière de sécurité au-delà de la zone directement concernée. D'après le dernier rapport de l'ONU sur l'Afrique occidentale et le Sahel, plus de 5 millions de personnes dans la région reçoivent actuellement une aide humanitaire et quelque 2,4 millions ont fait l'objet d'un déplacement forcé.

D. LA SÉCURITÉ MARITIME DANS LE GOLFE DE GUINÉE

44. Autre source d'instabilité dans la région : le golfe de Guinée, où la piraterie sévit depuis plusieurs années. Les attaques revêtent principalement la forme de vols à main armée de faible ampleur visant des pétroliers et des cargos. Les enlèvements contre rançon sont cependant devenus plus courants depuis peu, la chute du prix du pétrole réduisant quelque peu les bénéfices des exactions. Les attaques sont toutefois de plus en plus violentes, les assaillants utilisant des armes plus sophistiquées, telles que des AK-47 et divers types de mitrailleuses.

45. Cette situation a un effet néfaste sur la progression et la prospérité de l'économie bleue essentielle pour l'Afrique. Quatre-vingt-dix pour cent des échanges commerciaux africains s'effectuent par voie maritime, le golfe de Guinée constituant une importante plateforme de transit, surtout pour les produits pétroliers. La sécurité maritime est cruciale pour tirer profit des 5,4 millions de barils produits chaque jour dans le golfe. S'ils tombaient dans de mauvaises mains, les gains tirés du pétrole pourraient contribuer au financement des activités terroristes dans le Sahel.

46. Qui plus est, la piraterie représente une menace directe pour les marins et les navires transitant ou opérant dans la région, notamment ceux qui battent pavillon d'un État membre de l'OTAN. Dépassant en termes d'actes de piraterie et de vols à main armée les eaux au large de la Corne de l'Afrique, le golfe de Guinée est désormais considéré comme la région la plus dangereuse au monde pour les marins. D'après la Chambre de commerce internationale, il y a eu 46 actes de piraterie et vols à main armée dans la région en 2017, dont 10 enlèvements en mer. L'on estime le nombre de cas non recensés considérablement plus élevé, ce qui s'explique par le souci des compagnies maritimes de ne pas entacher leur réputation en matière de sécurité de transport et parce que cela ne leur apporte pas grand-chose de le signaler. Les membres occidentaux des équipages sont fréquemment visés car les rançons sont plus élevées en cas de capture.

V. L'OTAN ET LA SÉCURITÉ DANS LA RÉGION MOAN

47. Face aux multiples défis émanant du flanc sud, la déclaration du sommet de Varsovie de 2016 stipule que la projection de la stabilité et le renforcement de la sécurité dans la région MOAN font partie des objectifs prioritaires de l'OTAN. Depuis lors, l'Alliance s'est impliquée dans la région de diverses manières, parmi lesquelles des opérations militaires, des missions de formation et de renforcement des partenariats.

48. La création d'un Pôle pour le sud basé au commandement de forces interarmées de Naples a été discutée au sommet de 2016 et approuvée par les ministres des affaires étrangères de l'OTAN en février 2017. Ce pôle officiellement dénommé axe stratégique sud de l'OTAN est conçu pour améliorer la perception et la compréhension par l'Alliance des menaces émanant d'Afrique et du Moyen-Orient, au moyen de collecte et d'analyses partagées des renseignements. Le Pôle pour le sud encouragera également le partenariat, la coopération et le dialogue avec les partenaires de la région MOAN. Il constitue un projet ambitieux destiné à veiller à ce que l'OTAN soit prête à projeter de la stabilité au sud à tout moment, en coordonnant et en synchronisant les activités de l'Alliance dans un large éventail de domaines comme le terrorisme, le trafic illégal d'armes, de stupéfiants et la traite d'êtres humains.

49. Le pôle, qui fait partie intégrante du « paquet DCB pour le Sud » de l'Alliance, a été déclaré totalement opérationnel lors du sommet de 2018 de l'OTAN. Il représente un apport précieux à la coopération UE-OTAN, car il pourrait travailler en coordination avec la coopération structurée permanente (CSP) de l'UE en matière de lutte contre le terrorisme.

50. Les opérations maritimes de l'OTAN en Méditerranée s'inscrivent dans le cadre des efforts de l'Alliance pour stabiliser la région. À cette fin, les Alliés ont convenu de lancer l'opération *Sea Guardian* en novembre 2016. Placée sous le commandement maritime allié (MARCOM), cette opération succède à l'opération *Active Endeavour*, lancée en 2001 dans le cadre de l'article 5. À la différence d'*Active Endeavour*, exclusivement conçue comme une mission de lutte contre le terrorisme, *Sea Guardian* vise à renforcer la connaissance de la situation maritime, la lutte contre le terrorisme et l'amélioration des capacités dans la région et ses environs. *Sea Guardian* fournit en outre des informations et un soutien logistique en Méditerranée à l'opération *Sophia* de l'UE. Les Alliés sont en outre impliqués dans le programme de formation des garde-côtes libyens de l'UE, visant à contrer la migration clandestine et la contrebande au travers de la Méditerranée.

51. En réponse à la demande de la Libye d'obtenir une assistance technique de la part de l'OTAN en vue de développer son architecture de sécurité, le Conseil de l'Atlantique Nord a accepté, en principe, de lui fournir des conseils dans les domaines de la défense et du renforcement des institutions de sécurité, conformément aux décisions antérieures des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN prises lors des sommets du pays de Galles et de Varsovie. En complément du soutien déjà apporté bilatéralement par certains pays de l'Alliance, ainsi que par l'ONU et l'UE, l'Alliance prévoit de mettre en œuvre une approche mesurée et progressive, qui tiendra compte de l'instabilité et de la complexité de la situation politique et sécuritaire. Le sommet de Bruxelles en 2018 a confirmé que l'OTAN reste déterminée à conseiller la Libye dans le domaine du renforcement de ses institutions de défense et de sécurité et a évoqué la possibilité de développement d'un partenariat à long terme, susceptible de conduire à l'adhésion de la Libye au dialogue méditerranéen.

52. Les Alliés ont également décidé de soutenir la coalition mondiale contre Daech par le biais d'un déploiement d'avions de surveillance AWACS de l'OTAN, plusieurs Alliés s'étant engagés à fournir des capacités de ravitaillement en vol. Les premières opérations AWACS de l'OTAN remontent à octobre 2016. Sur décision des États membres lors du sommet de Bruxelles en 2017, l'OTAN s'est officiellement jointe à la coalition mondiale contre Daech, renforçant ainsi les efforts de l'Alliance. Dans ce cadre, le temps de vol des avions de surveillance AWACS a été sensiblement augmenté et l'OTAN a accepté de partager des informations avec la coalition. Après les pertes

territoriales de Daech en Syrie et en Iraq, l'OTAN a récemment réaffirmé son engagement envers la coalition mondiale, qui passe des opérations de combat à des efforts de stabilisation. L'appartenance de l'Alliance à la coalition lui permet de prendre part aux réunions de celle-ci à différents niveaux, notamment pour la coordination de la formation et le renforcement des capacités.

53. Plus récemment, les Alliés ont progressivement commencé à s'impliquer davantage en Iraq : le 15 février 2018, à la demande des autorités iraqiennes et de la coalition mondiale contre Daech, les ministres de la défense de l'OTAN ont accepté d'élargir la mission de formation militaire de l'Alliance en Iraq. De 2004 à 2011, les forces alliées ont entraîné 15 000 officiers iraqiens dans le cadre de la mission OTAN de formation en Iraq (NTM-I). Après avoir interrompu cette mission en 2011 en raison de dissensions liées à l'accord sur le statut des forces, l'Alliance a accepté de reprendre ses activités de formation et de renforcement des capacités en 2015. En avril 2016, les forces de l'OTAN ont commencé à former des officiers iraqiens, d'abord en Jordanie, puis en Iraq également. Les programmes de formation sont articulés autour de l'approche dite de « formation des formateurs » et se concentrent sur la lutte contre les engins explosifs improvisés (EEI), le déminage, la médecine militaire et la planification civilo-militaire. Cette mission repose sur une équipe restreinte de base, qui organise et facilite le travail des équipes mobiles de formation, qui elles, ne restent que peu de temps dans le pays. Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a cependant signalé que l'Alliance envisage la présence d'instructeurs en Iraq de manière plus permanente et la possibilité de création d'écoles et d'académies de défense. Qui plus est, lors du sommet de Bruxelles en 2018, l'Alliance a annoncé le lancement d'une mission de formation non liée au combat destinée à aider l'Iraq à renforcer ses capacités. Cette mission vise à conseiller les responsables iraqiens et à « former et conseiller les instructeurs des institutions d'éducation militaire professionnelle ». Dans l'ensemble, la mission de l'OTAN en Iraq servira à assurer « une empreinte modeste et modulable », tout en soutenant en conséquence les efforts incessants de la coalition et d'autres acteurs internationaux.

54. La détérioration de la situation sécuritaire dans le golfe de Guinée a incité bien avant 2016 les acteurs régionaux et internationaux concernés à collaborer dans le domaine de la criminalité maritime. C'est ainsi qu'en 2013, les États littoraux ont décidé de la création de structures de sécurité maritime intégrées. Depuis lors, trois centres régionaux de surveillance et deux centres de coordination ont commencé à opérer. L'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Organisation maritime internationale (OMI), l'UE et le groupe G7 des amis du golfe de Guinée (G7++FoGG) ont initié d'autres réponses face à la criminalité maritime dans la région. L'OTAN contribue à cette architecture de sécurité grâce à l'Échange d'informations concernant le domaine maritime – Golfe de Guinée (MDAT-GoG). Géré par les marines française et britannique, le MDAT-GoG informe, évalue le risque et conseille les navires évoluant dans la région du golfe.

55. Plus généralement, l'OTAN entretient un bon niveau de coopération avec l'Union africaine. Elle lui a pour la première fois apporté son aide en 2005, dans le cadre de sa Mission au Soudan (MUAS), en fournissant des capacités aériennes pour la rotation et la formation des troupes lors de la première opération de l'Alliance sur le continent africain. L'OTAN a par ailleurs soutenu la Mission de l'UA en Somalie (AMISOM) en 2007, à nouveau grâce à l'apport de capacités aériennes pour les forces de maintien de la paix de l'UA. Outre des opérations spécifiques, l'OTAN fournit en permanence un soutien opérationnel, logistique et de renforcement des capacités et est impliquée dans l'opérationnalisation de la force africaine en attente, par le biais d'exercices et de formations. L'OTAN et l'UA continuent de coordonner leurs activités et leurs objectifs avec d'autres organisations, et notamment les Nations unies et l'UE, ainsi qu'avec des partenaires en bilatéral.

56. Outre les opérations dirigées par l'OTAN, les Alliés contribuent au renforcement de la stabilité dans le Sud par le biais de divers cadres multilatéraux ou bilatéraux. Dans la région du Sahel par exemple, les Alliés sont impliqués dans l'opération française Barkhane (campagne régionale plus large de contre-insurrection ayant succédé à l'opération Serval), dans la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et dans les

missions de formation de l'UE au Mali et au Niger. En 2017, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad ont créé la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel), une force multinationale de 5 000 hommes pour lutter contre le terrorisme, en appui aux missions susmentionnées et afin de préparer le retrait des troupes étrangères à plus long terme. Le Groupe est désormais soutenu par deux résolutions du Conseil de sécurité, a établi son QG à Sévaré au Mali et a achevé sa première mission dans la zone frontalière du Burkina Faso, du Mali et du Niger en novembre dernier. Des contraintes logistiques et financières empêchent toutefois la force conjointe de devenir pleinement opérationnelle, ce qui a incité l'UE, l'un des principaux donateurs du Groupe, à doubler son aide financière.

57. Le menu de coopération partenariale (PCM) de l'OTAN regroupe toutes les activités de coopération ouvertes aux partenaires. Il comprend de multiples activités liées à l'éducation militaire, à la formation et à la doctrine, à la politique et à la stratégie de défense, à la maîtrise des armements et à la non-prolifération, aux investissements pour la défense, aux plans d'urgence dans le domaine civil, à la gestion des crises, aux armements et aux activités liées au renseignement. La participation des pays du dialogue méditerranéen (DM) aux activités PCM ne cesse d'augmenter au fil du temps. En 2016 et 2017, plus de 1 000 activités ont été proposées aux partenaires du dialogue méditerranéen.

58. Les efforts de l'OTAN pour stabiliser la région MOAN s'avèrent partiellement fructueux mais restent néanmoins insuffisants pour remédier aux nombreuses menaces émanant du flanc sud. Dans de nombreux cas, l'Alliance n'est pas – et ne doit pas devenir – le premier intervenant. Elle se concentre plutôt sur le soutien aux autorités nationales et aux organisations multilatérales, principalement l'UA, l'UE et l'ONU, qui sont en première ligne pour relever les défis de sécurité dans le Sud.

VI. CONCLUSIONS

59. Les défis pour la sécurité émanant du flanc sud continuent à susciter de graves préoccupations pour l'Alliance, qui a de toute évidence un intérêt stratégique dans la stabilité de son voisinage méridional. L'OTAN apporte une contribution importante à la stabilité de ses partenaires de la région MOAN grâce son dialogue politique et, en particulier, à son assistance aux partenaires du Dialogue méditerranéen et de l'Initiative de coopération d'Istanbul (DM/ICI). Lors du sommet de Bruxelles en 2018, les chefs d'État et de gouvernement ont confirmé cet engagement et décidé de mettre en place des relations plus fortes et plus dynamiques avec les partenaires méridionaux.

60. Ces décisions représentent un affinage graduel de la coopération de l'OTAN avec ses partenaires méridionaux ; elles marquent l'empreinte de l'Alliance dans la région, mais à rythme progressif. Les menaces émanant du Sud étant plus diffuses que celles provenant du flanc oriental, l'Alliance dispose désormais d'un « cadre pour le Sud », mais pas d'une véritable stratégie envers la région MOAN. Les contraintes auxquelles l'OTAN est confrontée en tant qu'organisation lorsqu'elle s'attaque aux défis émanant de celle-ci en attestent. Les causes profondes de l'instabilité et des conflits sur le flanc sud de l'Alliance sont multiples : les crises hydriques et alimentaires aiguës causées par des problèmes environnementaux, l'explosion du nombre de jeunes et l'hyperurbanisation, et un manque d'opportunités sociales et économiques qui favorise la radicalisation et toutes sortes d'extrémisme. Ces facteurs sont aggravés par la mauvaise gouvernance et la faiblesse des institutions publiques. En tant qu'organisation politico-militaire, l'Alliance ne dispose pas des instruments nécessaires pour faire face à ces problèmes ni pour aider les partenaires de la région MOAN à les affronter. Qui plus est, les attentes et demandes des partenaires DM/ICI diffèrent, tandis que les relations bilatérales sont parfois compliquées, voire hostiles dans une certaine mesure.

61. Quelle voie l'OTAN doit-elle donc suivre ? De l'avis de votre rapporteur, l'Alliance doit faire face aux menaces immédiates pour sa sécurité, que représentent actuellement les situations en Iraq et en Syrie, de même qu'en Libye.

62. La Libye représente une poudrière en matière de sécurité. Sans un gouvernement unifié, il n'y aura pas de progrès et le pays restera plongé dans le chaos. L'implication d'acteurs étrangers aux objectifs contradictoires et qui soutiennent des factions rivales représente la principale cause d'échec de la mise en œuvre du plan d'action de l'ONU. Les Alliés devraient s'accorder sur une politique conjointe et utiliser tous les moyens de pression diplomatique possibles pour que les intervenants externes forcent les acteurs sur le terrain à s'entendre sur l'application de ce plan. L'OTAN devrait par la suite conseiller la Libye dans le domaine du renforcement de ses institutions de défense et de sécurité.

63. L'OTAN n'intervient pas en Syrie, mais elle a un intérêt stratégique à mettre fin à la guerre civile dans ce pays. Si les options pour l'Alliance et ses pays membres semblent limitées pour l'heure, il va de soi qu'ils doivent poursuivre leur engagement dans le cadre de la coalition internationale contre Daech afin de vaincre l'organisation terroriste sur le champ de bataille. Qui plus est, les Alliés se doivent d'envisager une éventuelle implication en cas de règlement d'après-conflit, et définir, le cas échéant, dans quelle mesure ils seraient prêts à le faire. Alors que le régime Assad semble avoir remporté la victoire sur le champ de bataille, les Alliés peuvent exercer une influence sur la forme que revêtira la Syrie après la guerre, la reconstruction du pays étant susceptible d'exiger une contribution ou l'autre de leur part. À cette fin, les Alliés doivent élaborer une approche commune.

64. En Iraq, les Alliés doivent fournir suffisamment de moyens à la mission de formation non liée au combat et de renforcement des capacités, telle qu'elle a été entérinée lors du sommet de l'OTAN à Bruxelles en 2018. Qui plus est, les Alliés devraient envisager des mesures supplémentaires pour aider l'Iraq dans ses efforts pour stabiliser le pays et lutter contre le terrorisme. Afin d'améliorer l'efficacité et le soutien des structures de sécurité iraqiennes, l'OTAN pourrait par exemple étendre ses activités de promotion de la transparence, de responsabilisation et de bonne gouvernance au sein des organismes de sécurité nationale du pays et d'autres structures publiques. L'OTAN a d'ores et déjà organisé plusieurs ateliers à cet égard dans le contexte de sa politique pour le développement de l'intégrité.

65. Un moyen efficace pour l'Alliance d'accroître la stabilité sur son flanc sud consiste à aider ses partenaires de la région à renforcer leur résilience face aux menaces pour leur sécurité. L'OTAN devrait en conséquence poursuivre son soutien et son engagement envers ses partenaires méridionaux. Qui plus est, l'Alliance devrait également étudier les moyens de développer ses relations avec des organisations régionales, telles que la Ligue des États arabes, le Conseil de coopération du Golfe et l'UA. L'OTAN devrait coordonner toute initiative avec l'Union européenne. Contrairement à l'Alliance, l'UE – qui inclut 22 des 29 États membres de l'Alliance et partage les mêmes intérêts dans la région MOAN – joue un rôle important dans le développement économique, ainsi que dans la promotion de la bonne gouvernance, de la démocratie, de l'état de droit et des droits humains dans cette région. C'est ainsi par exemple que la politique de lutte contre le terrorisme de l'UE comprend des mesures cruciales visant à améliorer la gouvernance des pays partenaires du Sud. Leur application efficace peut aider l'Iraq, de même que d'autres pays de la région MOAN, à remédier aux causes sous-jacentes qui conduisent à l'extrémisme et permettent à des organisations terroristes telles que Daech de prospérer. L'OTAN et l'UE ne peuvent toutefois apporter que leur aide ; la responsabilité ultime de recourir à une bonne gouvernance échoit aux pays partenaires. L'Alliance doit donc encourager les pays partenaires du DM à œuvrer à la réconciliation interethnique et interconfessionnelle et à adopter un processus politique plus ouvert.

66. Votre rapporteur souhaite enfin souligner une fois de plus qu'il est crucial que les Alliés de l'OTAN fournissent les ressources nécessaires à la mise en œuvre des décisions entérinées ainsi que de celles qu'ils adopteront à l'avenir. S'ils devaient se limiter à de simples déclarations sans fournir le matériel militaire nécessaire pour appuyer les opérations, non seulement cela serait contreproductif pour atteindre les objectifs visés, mais cela discréditerait aussi l'Alliance à long terme.

67. Le flanc sud de l'OTAN restera instable et exigera toute l'attention des Alliés. Votre rapporteur a la ferme intention de continuer à suivre de près cette région.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdel Ghafar, Adel, "A stable Egypt for a stable region: Socio-economic challenges and prospects", European Parliament Directorate-General for External Policies, (EP/EXPO/B/AFET/2017/06)
- AFP, "30,000 flee in Syria as UN fears century's 'worst' crisis", 10 September 2018 <https://www.afp.com/en/news/15/30000-flee-syria-un-fears-century-s-worst-crisis-doc-18z95g2>
- Banque mondiale, "The Toll of War: The Economic and Social Consequences of the Conflict in Syria", World Bank Group, 2017a, <http://www.worldbank.org/en/country/syria/publication/the-toll-of-war-the-economic-and-social-consequences-of-the-conflict-in-syria>
- Banque mondiale, "World Bank Open Data. Unemployment, youth total", 2017b, <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.1524.ZS>
- Barfi, Barak, "Turkey advances to expel Kurds from Afrin", Jane's Intelligence Review, 12 février 2018.
- Boserup, Rasmus Alenius; Martinez, Luis, "Countering jihadist mobilization: EU has a stake in the struggle against jihadism in the Sahel", DIIS Impact, 23 novembre 2017, <https://www.diis.dk/en/research/countering-jihadist-mobilization-eu-has-a-stake-in-the-struggle-against-jihadism-in-the>
- Boukhars, Anouar, "The Promise and Peril of the Maghreb: Risks and Instability in the Maghreb and Western Mediterranean", Carnegie Endowment for International Peace, 31 décembre 2016.
- Coker, Margaret; Hassan, Falih, "Iraq Prime Minister Declares Victory Over ISIS", The New York Times, 9 décembre 2017, <https://www.nytimes.com/2017/12/09/world/middleeast/iraq-isis-haider-al-abadi.html>
- Dadush, Uri; Demertzis, Maria; Wolff, Guntram, "Europe's role in North Africa: development, investment and migration", Bruegel, 2017.
- Deutsch, Anthony, "How Syria continued to gas its people as the world looked on", Reuters, 17 août 2017, <https://www.reuters.com/investigates/special-report/mideast-crisis-syria-chemicalweapons/>
- Dubin, Rhys, "Iraq's Militias set Their Sights on Political Power", Foreign Policy, 30 janvier 2018, <http://foreignpolicy.com/2018/01/30/iraqs-militias-are-setting-their-sights-on-power/>
- European External Action Service, "EU mobilises the international community for Africa's Sahel region", European Commission – Press release, 23 février 2018, http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-1142_en.htm
- Fallini, Roberto, "Al-Qaeda: A growing threat in Sahel", Jane's Terrorism & Insurgency Monitor, 28 septembre 2017.
- Ferdi, "Linking security and development – A Plea for the Sahel", Fondation pour les études et recherches sur le développement international, 2016.
- Freeman, Laura, "Environmental Change, Migration, and Conflict in Africa: A Critical Examination of the Interconnections", Journal of Environment & Development, vol. 26, no. 4, 2017.
- Ghanem-Yazbeck, Dalia, "Jihadism In The Sahel: Aqim's Strategic Maneuvers for Long-Term Regional Dominance", Carnegie Middle East Center, 23 juin 2017, <http://carnegie-mec.org/2017/06/23/jihadism-in-sahel-aqim-s-strategic-maneuvers-for-long-term-regional-dominance-pub-71413>
- Gurcan, Metin, "Turkey works to secure its future relevance in Syria", Al-Monitor, 23 février 2018, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/02/turkey-syria-ankara-erecting-deescalation-outposts-idlib.html>
- Hartley, Will, "JTIC Brief: Fighting continues in Syria's Eastern Ghouta despite UN resolution and implementation of 'humanitarian window'", Jane's Terrorism & Insurgency Monitor, 27 février 2018.
- Institute for Economics and Peace, "Global Terrorism Index 2017. Measuring and understanding the impact of terrorism", Institute for Economics and Peace, 2017.
- International Crisis Group, "How the Islamic State Rose, Fell and Could Rise Again in the Maghreb", Middle East and North Africa Report No. 178, International Crisis Group, 24 juillet 2017a.
- International Crisis Group, "How Libya's Fezzan Became Europe's New Border", Middle East and North Africa Report No. 179, International Crisis Group, 31 juillet 2017b.
- International Crisis Group, "Oil and Borders: How to Fix Iraq's Kurdish Crisis", Crisis Group Middle East Briefing N°55, 17 octobre 2017c.
- International Crisis Group, "Finding the Right Role for the G5 Sahel Joint Force", Africa Report No. 258, International Crisis Group, 12 décembre 2017d.
- International Crisis Group, "Tackling the MENA Region's Intersecting Conflicts", 22 décembre 2017d.
- International Crisis Group, "Egypt's Expanding Jihadist Threat", Middle East and North Africa Commentary, 31 janvier 2018a.

- International Crisis Group, “Averting Disaster in Syria’s Idlib Province”, Crisis Group Middle East Briefing No. 56, 9 février 2018b.
- International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2018*, London: Routledge, 2018.
- International Labour Organization, “Youth and Employment in North Africa: A Regional Overview”, International Labour Organization, 2017.
- Kestler-D’Amours, Jillian, “Tunisians march on seventh anniversary of uprising”, Al Jazeera, 14 janvier 2018, <http://www.aljazeera.com/news/2018/01/tunisians-march-seventh-anniversary-uprising-180114130043892.html>
- Khodr, Zeina, “Syria: Chemical attack suspected in Eastern Ghouta siege”, Al Jazeera, 26 février 2018, <https://www.aljazeera.com/news/2018/02/syria-chemical-attack-suspected-eastern-ghouta-siege-180226142923247.html>
- Lloyd, Robert B., “Ungoverned Spaces and Regional Insecurity: The Case of Mali”, SAIS Review, vol. 36, no. 1, 2016.
- Malik, Hamdi, “The Future of Iraq’s Popular Mobilization Forces”, Carnegie Endowment for International Peace, 21 septembre 2017; <http://carnegieendowment.org/sada/73186>
- Mansour, Renad, “Iraq After the Fall of ISIS: The Struggle for the State”, Chatham House Research Paper, Middle East and North Africa Programme, 4 juillet 2017.
- Monnier, Oliver, “Islamic State, al-Qaeda Support Fuels Attacks in West Africa”, Bloomberg News, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-03-02/trump-opens-door-to-trade-war-as-eu-threatens-iconic-u-s-brands>
- Nations unies, Rapport sur la Mission d’appui des Nations Unies en Libye, 22 août 2017a (S/2017/726).
- Nations unies, Rapport du Secrétaire général sur la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, 16 octobre 2017b, (S/2017/869).
- Nations unies, Rapport sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel, 26 décembre 2017c (S/2017/1104).
- Nations unies, “Briefing au Conseil de sécurité par l’envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura (en anglais), 14 février 2018, [https://www.unog.ch/unog/website/news_media.nsf/\(httpNewsByYear_en\)/358B89CFD4A5B70FC1258235002FA900?OpenDocument&cntxt=EAB62&cookielang=fr](https://www.unog.ch/unog/website/news_media.nsf/(httpNewsByYear_en)/358B89CFD4A5B70FC1258235002FA900?OpenDocument&cntxt=EAB62&cookielang=fr)
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), *Faire face à la crise dans le bassin du lac Tchad*, 23 février 2017, <http://www.undp.org/content/undp/en/home/blog/2017/2/23/Tackling-the-crisis-in-the-Lake-Chad-Basin.html>
- OTAN, “Rapport annuel du secrétaire général 2017”, 15 mars 2018, https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2018_03/20180315_SG_AnnualReport_fr.pdf
- Oyewole, Samuel, “Suppressing maritime piracy in the Gulf of Guinea: the prospects and challenges of the regional players”, Australian Journal of Maritime and Ocean Affairs, vol. 8, no. 2, 2016.
- Proudfoot, Philip, “Syria’s new constitution and the two peace processes”, Jane’s Terrorism & Insurgency Monitor, 16 February 2018.
- Sattar, Omar, “Conference for Iraq draws investors instead of donors”, Al-Monitor, 23 février 2018, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/02/kuwait-iraq-reconstruction-investment.html>
- Sloat, Amanda, “Turkey Wants to Crush U.S. Allies in Syria. That Shouldn’t Surprise Anybody.”, Foreign Policy, 23 janvier 2018, <http://foreignpolicy.com/2018/01/23/turkey-wants-to-crush-u-s-allies-in-syria-that-shouldnt-surprise-anybody/>
- Sow, Mariama, “Figure of the week: The shrinking Lake Chad”, Brookings Institution, 9 février 2017, <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2017/02/09/figure-of-the-week-the-shrinking-lake-chad/>
- Vervaeke, Alice, “Gulf of Guinea: pirates and other tales”, EUISS Alert, 2017.
- Walter, Barbara F., “The Jihadist Threat Won’t End With ISIS’ Defeat. Why Similar Groups Will continue to Emerge”, Foreign Affairs, 22 décembre 2017.